Médiations interreligieuses dans l'espace socio-politique du début du XXIe siècle. L'exemple du Centre international pour le dialogue interreligieux et interculturel de Vienne, Autriche (KAICIID)

Vincent Flauraud

▶ **To cite this version:**

Vincent Flauraud. Médiations interreligieuses dans l'espace socio-politique du début du XXIe siècle. L'exemple du Centre international pour le dialogue interreligieux et interculturel de Vienne, Autriche (KAICIID). Cultures et médiation, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille Université et Agence ITER France (Gil Charbonnier, Shawn Simpson, Olivier Tholozan), Feb 2017, Aix-en-Provence, France. hal-03780905

HAL Id: hal-03780905
https://hal.science/hal-03780905

Submitted on 19 Sep 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Médiations interreligieuses dans l'espace socio-politique du début du XXIe siècle

L'exemple du Centre international pour le dialogue interreligieux et interculturel de Vienne, Autriche (KAICIID)

Vincent FLAURAUD
Maître de conférences en histoire contemporaine
Université Clermont-Auvergne – Centre d'Histoire « Espaces et Cultures »

Le dialogue interreligieux relève à part entière du champ de la médiation sociale interculturelle : il a ainsi pour fonction d'« aider à modifier les représentations » vis-à-vis de ceux qui relèvent d'un enracinement culturel (religieux en l'occurrence) différent du sien propre, d'œuvrer à lever les obstacles au bon déroulement de la communication nés de la « divergence dans [entre] univers de signification » multiples, et à « transformer des repères et regards » pour ménager des « passerelles », des « zones de rencontre » et d'échanges mutuels[1]. La mise en œuvre d'une médiation interculturelle renvoie souvent à une échelle locale ou nationale, par ses pratiques comme par son objet – répondre à la difficulté à coexister avec des codes culturels différents[2]. Or sa déclinaison dans l'univers de l'interreligieux pousse à considérer également la façon dont elle est pensée, suscitée, à une échelle mondiale, a fortiori dans une période récente, à l'articulation de la fin du XXe siècle et du début du XXIe, où le facteur religieux prend une place de plus en plus déterminante dans la géopolitique mondiale[3]. Non seulement l'usage de la notion de dialogue interreligieux connaît un essor marqué dans le débat public, mais alors que jusque-là ce dialogue était principalement animé par des acteurs des galaxies religieuses, son champ est de plus en plus investi par des États : il devient un outil géopolitique et une composante à part entière d'actions étatiques trans- et internationales[4]. La place qu'y occupe la médiation interculturelle est-elle en ce cas limitée à des recommandations et incitations, à des cénacles d'expérimentation choisis ? La question se pose, de la façon dont peut s'opérer depuis cette sphère l'entrée en contact avec des espaces sociaux de terrain, et de la capacité à articuler ainsi échelle mondiale et échelle locale.

Pour interroger ce croisement entre champ d'action politique et champ d'action social dans le temps présent, nous avons choisi comme terrain d'enquête une organisation intergouvernementale mise en place récemment (2012) à Vienne (Autriche) avec pour objet spécifique d'œuvrer au dialogue interreligieux dans le monde. Elle est née d'un traité impliquant comme observateur le Vatican et comme cofondateurs l'Autriche, l'Espagne, et

[1] Citations tirées de Ingrid Plivard, « La pratique de la médiation interculturelle au regard des populations migrantes et issues de l'immigration », *Connexions*, n° 93, 2010, p. 23-38 ; et de Margalit Cohen-Emerique et Sonia Fayman, « Médiateurs interculturels, passerelles d'identités », *Connexions*, n° 83, 2005, p. 169-190.

[2] *Ibid.* De nombreuses études portant sur le dialogue interreligieux ont ainsi repris ce cadre : par exemple, dans l'espace français, Delphine Dussert-Galinat, *Le dialogue interreligieux. Entre discours officiels et initiatives locales*, Rennes, PUR, 2013 ; Anne-Sophie Lamine, *La cohabitation des dieux : pluralité religieuse et laïcité*, Paris, PUF, 2015 ; Charles Mercier, *Le dialogue islamo-chrétien organisé en France de la fin des années 1960 à nos jours*, mémoire d'histoire, Paris X-Nanterre, 1999.

[3] Cf. Laurent Fabius, Discours de clôture du colloque « Religion et politique étrangère », Paris, CERI-Sciences Po, 6 novembre 2013 (en ligne sur http://www.diplomatie.gouv.fr).

[4] Vincent Flauraud, « Le dialogue interreligieux dans le monde, fin XXe-début XXIe siècle : de l'interconfessionnel à la laïcité », dans Florence Faberon (dir.), *Laïcité et pluralisme religieux*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018, p. 253-266.

surtout, principal initiateur et financeur, quelque peu inattendu dans ce domaine, le royaume d'Arabie saoudite : le König Abdullah Bin Abdulaziz international Centre für den interreligiösen und interkulturellen Dialog (KAICIID, Centre international pour le dialogue interreligieux et interculturel)[5]. Il est clair que pour l'Arabie saoudite, connue pour son attachement à une version ultra-rigoriste de l'islam, le wahhabisme, cette opération relève de l'investissement dans un *soft-power* visant à contrebalancer, justement, son image de radicalité religieuse[6]. Cette dimension doit être prise en compte pour évaluer les choix du KAICIID. Il n'empêche que l'exercice interétatique obligé et la finalité d'action de médiation interreligieuse de ce Centre en font un terrain d'observation pertinent, qui va être analysé ici dans sa phase de mise en place (2013-2016), avec tout l'intérêt du « bouillonnement stratégique » qui l'accompagne et du fait qu'il y a là un organisme « nouveau venu » à l'échelle mondiale, qui doit trouver sa place parmi les institutions existantes.

La galaxie des relations institutionnelles

La médiation interculturelle de terrain est habituellement caractérisée par l'importance jouée, dans son champ, par des acteurs non institutionnels, qui valorisent dans leur action un savoir-faire empirique et une capacité à aménager des espaces de transition souvent issus d'une expérience personnelle les ayant confrontés à une situation de transition culturelle qu'ils sont parvenus à gérer et à dépasser[7] ; leur difficulté à être intégrés dans un champ institutionnel va souvent de pair. Or ici, en « partant du haut », d'un cadre d'impulsion interétatique, l'institutionnel prime, avec une quête d'auto-légitimation déterminante pour un acteur nouveau venu. Ce cadre diplomatique est essentiel, mais non exclusif dans les réseaux multiformes que s'est employé à construire le KAICIID dans ses quatre premières années de fonctionnement.

La mise en place puis l'entretien de relations institutionnelles ont constitué la majorité des actions mentionnées dans l'agenda du KAICIID[8] de 2012 à 2015, dépassées par les actions spécifiques de médiation de terrain en 2016 seulement, moment où la structure a commencé à entrer vraiment en capacité d'action. Or si l'on observe avec quelles institutions des contacts ont été établis[9], les États sont les moins représentés : le KAICIID, quoique intergouvernemental, ne joue donc pas le rôle d'un organe diplomatique parallèle ; peut-être l'implication de l'Arabie saoudite complique-t-elle, d'ailleurs, l'affichage politique de relations. L'État espagnol, co-fondateur, mais aussi les États-Unis, cumulent ainsi beaucoup plus de contacts que l'Autriche

[5] Site de l'organisation : www.kaiciid.org – C'est sur ce site institutionnel que nous nous sommes appuyés pour recueillir les informations factuelles permettant d'étudier l'action de cette organisation, n'oubliant jamais qu'il s'agit d'une vitrine de communication externe.

[6] Voir Stéphane Lacroix, « Les nouveaux intellectuels religieux saoudiens : le Wahhabisme en question », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°123, juillet 2008 [mis en ligne le 12 décembre 2011, consulté le 06 février 2017. URL : http://remmm.revues.org/5423]. L'auteur écrit que « si le pouvoir peut, en fonction de ses intérêts conjoncturels, tolérer, voire encourager, un certain degré de critique religieuse, il ne peut laisser celle-ci se muer en ce que beaucoup de ces intellectuels considèrent comme son corollaire naturel, la critique politique. » L'implication de l'Arabie Saoudite dans la création du KAICIID pourrait-elle ainsi être lue comme un moyen de gérer des oppositions à la fois dans le pays et à l'extérieur, permettant une certaine expression de la critique religieuse (pensée comme débat théologique ?) pour mieux conserver la mainmise politique ?

[7] Les « médiateurs au quotidien (…) agissent (…) là où ils sont, accomplissant cette tâche humblement, comme naturellement, sans l'avoir apprise et sans la théoriser », écrit Jean-François Six (*Le temps des médiateurs*, Paris, Le Seuil, 1990, chap. 1) ; voir aussi Ingrid Plivard, art. cit.

[8] Celui-ci a été consulté sur le site de l'organisation : www.kaiciid.org/de/news-events/events

[9] Par co-organisation, co-invitation, ou co-participation à des rencontres. Chaque événement commun a été comptabilisé comme correspondant à un contact manifesté.

qui, pourtant, accueille le Centre. En nombre de contacts signalés, ces sont les ONG qui dominent largement, suivies des organisations internationales interétatiques (principalement ONU et l'UNESCO[10]), des institutions religieuses[11], et des institutions éducatives (universités, surtout). Ici intervient une problématique du « dedans-dehors » caractéristique de la médiation interculturelle : elle a besoin de l'acteur de terrain à la fois pour des remontées d'expériences permettant à l'institution de définir des priorités d'action, et pour engager une pratique effective qui légitime à son tour l'action institutionnelle. Les ONG et les institutions éducatives ou religieuses servent donc ici à la fois de vivier et d'interface, au cœur de l'articulation entre échelle mondiale et échelle locale.

Parmi les ONG, deux types dominent en nombre de contacts affichés. Celles œuvrant dans le domaine de l'éducation, d'abord, renforcent le rôle d'interface joué par les institutions éducatives propres, mais le complètent aussi. Elles sont, par exemple, davantage présentes que les universités auprès d'un public échappant aux circuits institutionnels. Le partenariat noué dès 2013 avec l'Organisation mondiale du mouvement scout mérite d'être tout particulièrement relevée : le scoutisme est connu pour ses méthodes éducatives actives et pour sa capacité à rassembler autour de celles-ci l'ensemble des confessions[12] ; il était ainsi un creuset très adéquat comme espace d'expérimentation de médiations interculturelles et interreligieuses. Le deuxième pôle est constitué des ONG œuvrant pour la paix. C'est avec le centre Tanenbaum pour la compréhension interreligieuse que les contacts ont été les plus récurrents. Créé en 1992 à New York par la veuve du rabbin Tanenbaum, très engagé lui-même dans le dialogue interreligieux, son champ d'action s'est transformé dans le temps, passant progressivement d'un travail de dialogue théologique à une action de médiation en situation de conflit[13], ce qui reflète bien le basculement général des modes d'investissement de la notion de dialogue interreligieux. Il pourrait d'une certaine façon être considéré comme un modèle possible pour le KAICIID dans sa façon de fédérer des médiateurs locaux à partir d'une impulsion institutionnelle d'échelle mondiale. Son programme « Pacificateurs en action » recrute en effet ces derniers par large appel à des personnes ayant une expérience de terrain en matière d'actions en faveur de la paix, sans reconnaissance institutionnelle et motivées en cela par leur foi (quelle que soit la religion)[14] ; conditions qui renvoient bien aux caractéristiques du médiateur de terrain identifié d'abord pour sa compétence pratique, avec une bonne part d'autodidaxie. La communauté catholique Sant'Egidio est un autre partenaire actif dans ce domaine de l'action pour la paix. Bien installée – elle a été fondée en 1968 – elle aurait pu d'autant plus servir de modèle que le Vatican est observateur au sein du comité fondateur du KAICIID ; mais les contacts, quoique répétés, ont été plus fugaces. Or les médiateurs de Sant'Egidio agissent, eux, davantage dans un champ diplomatique, provoquant des négociations au plus haut niveau[15], et il a été noté que l'action interétatique n'avait pas été privilégiée par le KACIID. – Les ONG partenaires relevant de ce premier cercle (éducation et paix) ont en tout cas en commun d'accorder déjà une large place à la dimension religieuse dans leur approche. Le rôle du KAICIID comme nouveau venu

[10] Réseau UNITWIN pour le dialogue interreligieux et la compréhension interculturelle.
[11] Les institutions chrétiennes, musulmanes et interconfessionnelles dominent, les institutions juives et bouddhistes sont plus à la marge.
[12] Cf. Eduard Vallory, *World Scouting: Educating for Global Citizenship*, London, Palgrave Macmillan, 2012.
[13] https://tanenbaum.org/about-us/history/
[14] https://tanenbaum.org/peacemakers-in-action-network/nomination-process/
[15] Cf. Jacques Palard, « Médiation et institution catholique », *Archives de sciences sociales des religions*, n°133, janvier-mars 2006, p. 9-26.

en quête de transferts d'expériences a pu donc apparaître quelque peu ambigu vis-à-vis d'elles : s'il venait renforcer leur action dans le domaine du dialogue interculturel et interreligieux, on ne peut exclure les effets de concurrence, de rivalité. Se pose alors la question de la valeur ajoutée qui a pu le plus efficacement porter le KAICIID : solutions pédagogiques novatrices ? Le pari était ici difficile. Capacité à ouvrir vers des réseaux musulmans en raison du rôle joué en son sein par l'Arabie saoudite ? Ou valeur ajoutée financière, pour co-financer des projets, puisque l'Arabie saoudite a apporté une mise de départ entre 15 et 17 millions d'euros selon les sources[16].

Le deuxième cercle d'ONG partenaires, relativement moins mobilisé, couvre les champs du social et des médias. Toutefois, les ONG du monde des médias concernées constituent bien plus des réseaux de professionnels défendant des préoccupations éthiques et partageant des expériences, que des viviers de médiateurs de terrain ; leur action et leur réflexion relèvent d'une médiation informative, tout en faisant office de ressource formative pour engager une médiation interreligieuse de terrain. Quant aux ONG œuvrant dans le champ social, les relations établies avec elles relèvent essentiellement de l'inclusion du KAICIID dans un programme d'accueil local, autrichien, face à l'afflux de migrants à partir de 2015.

Ces relations institutionnelles constituées au cours des quatre années fondatrices ont ainsi veillé à la fois à la constitution d'un réseau et à l'identification d'effets leviers envisageables par mutualisation de moyens et d'actions. Contrebalançant son origine intergouvernementale en jouant de ses réseaux diplomatiques et des financements importants dont il disposait, le KAICIID, nouveau venu, s'est employé à justifier auprès des acteurs en place l'utilité de partenariats et de transferts d'expérience possibles. C'est en donnant une large place aux contacts avec ces institutions aux ramifications sur le terrain que la connexion entre espace politique d'échelle mondialisée et échelles locales de l'action sociale a pu être engagée.

Miser sur la médiation de terrain dans le monde

Les activités du KAICIID au service d'une médiation interculturelle et interreligieuse projetée à l'échelle du monde ont alterné deux temps, deux étapes[17] : ascendante, puis descendante. Les deux premières années (phase ascendante), ce sont essentiellement l'organisation ou la participation à des ateliers qui ont été programmées, destinées à établir des contacts avec des spécialistes, à collecter des approches, des expériences, à élaborer des méthodes transposables. Les deux années suivantes, sur cette base, le KAICIID s'est investi dans des modules de formation. Structurant la collecte d'expériences puis les propositions de formation, des axes d'interventions, nommés « programmes », ont été fixés et réajustés au cas par cas. Très tôt, ce sont les champs de l'éducation et des médias qui ont été poussés en avant, articulés autour du programme « L'image de l'Autre ». La stratégie a été immédiatement pensée pour asseoir une implantation mondiale, moyennant une session par espace inter-continental (Euro-Méditerranée ; Asie-Golfe ; Amériques)[18]. Parallèlement, le programme « Cartographie

[16] Dix-sept millions selon *Le Monde*, « À Vienne, le dialogue interreligieux brouillé par le rigorisme de l'Arabie saoudite », 4 mars 2015 :. Quinze millions selon Sarah Markiewicz, *World Peace through Christian-Muslim Understanding*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2016, § 2-4.

[17] Nous continuons à nous appuyer ici sur le calendrier archivé des activités du KAICIID, en ligne sur son site.

[18] Ponctuellement, greffer une session organisée par le KAICIID sur un forum international suscité par un de ces acteurs a permis de profiter du rassemblement de médiateurs potentiels pour faire connaître le KAICIID tout en collectant des savoir-faire : ainsi, en avril 2014, lors de la réunion de l'Association européenne des enseignants

de la paix » visant à créer une base de données d'acteurs-médiateurs non gouvernementaux agissant en faveur de la régulation des conflits et consultable en ligne[19], a constitué une autre voie de collecte d'expériences, et en même temps, un moyen d'instituer des réseaux et de cibler les actions et mutualisations envisageables.

La phase « descendante » d'action formative, engagée essentiellement à partir de la troisième année de fonctionnement, a développé, autour de l'objectif de pacification, des projets collectifs d'une part, et d'autre part, des projets individuels menés par des boursiers. Les projets collectifs ont été centrés sur des zones de fortes tensions où les différences religieuses jouent un rôle saillant : tensions entre musulmans et chrétiens (Nigéria ; république Centrafricaine) ; entre musulmans et bouddhistes (Birmanie) ; entre chiites et sunnites (Syrie-Irak). L'accompagnement de boursiers, à compter de 2015, a misé pour sa part sur la formation de médiateurs-relais (enseignants, jeunes, responsables religieux), avec une initiation théorique et pratique. La plupart des boursiers sont localisés en Asie, sur des lignes de fractures anciennes mais dont la vivacité conflictuelle est pour l'instant mesurée, ce qui fait apparaître plutôt une médiation de prévention : Indonésie (majorité sunnite, minorités chiites ou chrétiennes), Philippines (majorité chrétienne, minorité musulmane), Inde et Bengladesh (tensions entre hindous et musulmans). En Afrique, les quelques projets retenus en 2015-2016 sont tous centrés sur le Nigéria, rejoignant le programme collectif mais jouant sur un ciblage catégoriel : les adolescents[20], les femmes. Hors de ces zones, ce sont des pays d'Europe plus particulièrement exposés aux flux migratoire de 2015-2016 et aux vis-à-vis interreligieux qu'ils provoquent, qui ont été ciblés : Grèce, ou Royaume-Uni.

Au cœur de ce dispositif d'action, le KAICIID a misé sur la constitution en son sein d'une compétence particulière pour la résolution de conflits où la dimension religieuse est saillante. Ce n'est plus, ainsi, la seule compétence « gagnée sur le tas » qui est retenue, mais sa confortation par les échanges et la formation. Il y a eu là l'ambition d'élaborer une méthodologie applicable et reproductible. La notion d'atelier reflète bien la méthode de travail de la phase initiale, mêlant échanges point trop formalisés et structuration en tables-rondes thématiques avec rapporteurs : il a été question de « brainstorming », de « partage de bonnes pratiques » (en maintenant un certain flou sur leurs critères d'identification) ; pour les séances de « Dialogues au-delà du dialogue », il y a alternance entre sessions en salle, avec échanges avec le public, tables-rondes entre deux débatteurs et un discutant, et séances de réflexion approfondie entre experts[21]. Le panel d'acteurs invités à nourrir l'état des lieux et la réflexion a été visiblement conçu pour afficher une exploration large du sujet[22]. Le choix des intervenants a ainsi conduit à diversifier leurs rapports à l'objet « médiation », mélangeant des « pratiquants » du dialogue interreligieux (« experts impliqués quotidiennement », éducateurs, pouvant présenter un « point de vue empathique ») avec des « impulseurs-gestionnaires » que sont des responsables politiques ou religieux voire des journalistes, et avec des observateurs distanciés et porteurs d'un savoir déjà constitué comme tel, que sont les « théoriciens » et

d'histoire, en Macédoine, avec un atelier autour de la connaissance du patrimoine religieux ; deux ans plus tard, lors d'une session de l'UNICEF en Jordanie, avec un atelier sur le dialogue interreligieux et la petite enfance.

[19] http://peacemap.kaiciid.org/#page=intro

[20] Projet du boursier Onoseme Fortune Afakpa, présenté le 3 septembre 2016.

[21] D'après l'observation des comptes rendus de ces rencontres diverses, dans l'agenda en ligne du KAICID.

[22] Par exemple : ateliers « éducation » à Buenos Aires, 23 octobre 2013 ; cycle « Dialogue au-delà du Dialogue », ou tables-rondes, au siège viennois.

chercheurs[23]. Avec ces derniers, en particulier, se sont noués des partenariats légitimants[24], qui ont aussi pour fonction de faire passer de la pratique à la conceptualisation, voire à la transposition. La composition des invitations d'experts a pareillement veillé à afficher une diversité géographique, culturelle et religieuse. Le format « atelier » a ainsi été présenté comme devant non pas simplement *évoquer* le dialogue interculturel, mais le mettre en œuvre, en expérimentant la confrontation entre personnes venant d'univers différents mais capables de convergences[25]. Quant aux bases de données élaborées, leur volet « Localisation d'indices de vulnérabilité » relève bien d'une forme de translation des constats issus de remontées du terrain, vers un outil prospectif et de vigilance global[26]

L'objectif théorique est bien, à partir de là, de produire des outils d'intervention « clés en main », des « solutions de dialogue »[27]. Or, parallèlement à cet affichage destiné à signifier la capacité du centre à fournir des outils nouveaux *et globaux*, justifiant son rôle, on s'aperçoit que les groupes de travail d'experts et praticiens réintroduisent, dans les faits, la nécessité d'une adaptation fine à un contexte qui varie sans cesse, limitant de la sorte la capacité de transposition systématisée. Certains demandent, lors de la session organisée au forum Éducation de mai 2014, de « tenir compte de la complexité de l'identité individuelle », affirment qu'il n'y a « pas de solution unique », qu'elle « dépend toujours du contexte », qu'il ne faut pas négliger le rôle de l'État, possible acteur clé[28], alors qu'on a vu le KAICIID se garder de trop mobiliser cette sphère ; d'autres invitent à être plus particulièrement attentifs au rôle des femmes, mieux à même de temporiser, dans un monde du conflit très masculin[29]. D'autres encore portent l'attention sur les dynamiques à l'œuvre, écartant les approches trop statiques : « Examiner de *nouveaux processus* d'apprentissage[30]. » Les pistes qui s'ébauchent à partir de là et dont on peut glaner des indices renvoient alors davantage à une forme de médiation induisant un travail sur soi-même, chaque fois spécifique : parvenir par la pensée critique à distinguer univers profane et religieux[31] ; analyser son vécu, pour diagnostiquer ce qui fait obstacle au dialogue, pour le

[23] Démarche explicitée dans : « KAICIID ist gastgeber der konstituierenden Sitzung, Talking Dialogue“ », agenda en ligne du KAICIID [désormais abrégé en « ALK »], 13 mars 2014.
[24] Peuvent être relevés comme particulièrement significatifs les partenariats noués avec des chaires UNESCO, ou avec l'Institut supérieur des sciences religieuses de Barcelone (« KAICIID and religious sciences institute ISCREB strengthen cooperation », ALK, 22 mai 2015). L'objectif « académique » de production de livres faisant la synthèse des débats d'experts est également affiché. Un « département recherche » est mis en place, travaillant notamment à rassembler les sources des grandes étapes passées du dialogue interreligieux, pour les reconsidérer par d'autres biais que celui de la mémoire qui en a été constituée.
[25] *Ibid.* et « Konstituierende Veranstaltung „Talking Dialogue“ », ALK, 13 mars 2014.
[26] « Erster peacemapping-Workshop », ALK, 17 février 2014 ; « Wie interreligiöser Dialog Stabilität verstärken und zu nachhaltigem Frieden beitragen kann », ALK, 21 septembre 2015 ; « Einen Pfad zum Frieden bauen: der Start von KAICIIDs Peace mapping Programm », ALK, 21 septembre 2015.
[27] Réunion en Ouganda, mars 2013 ; « Regionale KAICIID-Bildungskonferenz in Buenos Aires », ALK, 23 octobre 2013.
[28] Ce point est également développé, en ajoutant le rôle des administrations locales, lors d'une conférence régionale à New Dehli : « Regionale KAICIID-Bildungskonferenz in New Dehli », ALK, 26 septembre 2013.
[29] *Ibid.* et « KAICIID-Dialog: Sichtweisen – „The image of the other“ im digitalen Zeitalter », ALK, 6 mars 2014 ; « Macht und Möglichkeiten von Frauen im interreligiösen Dialog », ALK, 3 mars 2015.
[30] « Kaiciid ist gastgeber der konstituierenden Sitzung „Talking Dialogue“ », 13 mars 2014.
[31] « KAICIID-dialog: Sichtweisen – „The image of the other“ im digitalen Zeitalter », ALK, 6 mars 2014 ; « KAICIID-expertentreffen Betonte die Wichtigkeit der Stätten des religiösen Erbes in der Bildung und für das Verständnis », ALK, 3 avril 2014.

« conscientiser » ; pour des journalistes, parvenir à « banaliser » la question religieuse, pour l'aborder avec les mêmes règles éthiques que les autres sujets, sans y faire exception[32].

Dans les faits pourtant, dans les formations proposées par l'institution dès 2014, ce sont plutôt des techniques de médiation extérieures à l'univers particulier du dialogue interreligieux en soi qui sont promues : techniques d'utilisation des réseaux sociaux[33] ; techniques générales de résolution des conflits[34] ; utilisation du jeu, avec les scouts notamment[35]. Plus ponctuelles sont les visites de sites religieux pour mieux mieux comprendre, à travers eux, les religions et leur place dans l'histoire[36] ; et le lancement d'un manuel d'éducation interreligieuse constitue une opération limitée à l'Indonésie[37].

Dès la fin de la première année de fonctionnement, l'applicabilité des méthodologies issues des ateliers a été envisagée stratégiquement en direction de trois institutions, considérées comme étant en mesure de fournir des médiateurs-relais à former : responsables de l'encadrement de jeunes avec les scouts, responsables diplomatiques avec l'Union africaine, responsables religieux[38] via l'ISESCO (Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture). Or si ces derniers sont bien placés dans un rôle de médiateurs, ils le sont plutôt à raison de leur influence de leaders, de leur charisme escompté *au sein même de leur univers religieux propre.* Ce qui est attendu, en fin de compte, c'est davantage l'effet de leur parole comme relais d'une attente d'apaisement, qu'un rôle d'individus-passerelles.

Au-delà des techniques et des méthodes enseignées, l'idée est bien de parvenir à faire émerger des réseaux de relations personnelles entre praticiens, de « commencer à créer une communauté transfrontalière des personnes qui participent à l'éducation interculturelle et interreligieuse[39] » tout en étant liées au KAICIID. C'est ainsi qu'en mars 2015, dans le cadre d'une réunion programmée lors du congrès de l'Institut international de la presse[40], est constitué le « premier réseau interconfessionnel international de journalistes des médias religieux » (ne représentant pourtant que treize médias). Et chez les chefs religieux, pareil réseau s'esquisse aussi sous l'égide du KAICIID, quand on constate par exemple qu'à la réunion de Beyrouth en

---

[32] « Behandlung von Religion: beste Praktiken zur Geltung bringen », ALK, 23 avril 2014 ; « Mediennetzwerk für religiöse Nachrichten von KAICIID, Rangun », ALK, 26 mars 2015.

[33] « Speak up! Social media and communications training », ALK, 16 octobre 2015 ; à Amman le 3 avril 2016, ce même programme réunit 300 jeunes chefs religieux et représentants de la société civile au Moyen Orient, formés à l'utilisation des réseaux sociaux ; au Caire, en mai 2016, il rassemble 85 jeunes chefs religieux.

[34] Cours intensif sur la consolidation de la paix interreligieuse à Salt Lake City en octobre 2015 ; module de formation sur la résolution des conflits conduit par le professeur Mohammed Abu-Nimer (American university, Washington DC), accueillant des participants venus de Palestine, d'Israël, d'Égypte, du Tchad, du Niger, d'Irak, des Philippines, du Sri Lanka, les 17-19 décembre 2015 en république Centrafricaine.

[35] « International interreligious Youth Forum », ALK, 15 octobre 2015 ; le jeu est aussi au cœur du projet du boursier Zon Vanel (non localisé) présenté en juillet 2016.

[36] « CDCC-supported interreligious education Manual launched in Indonesia », ALK, 14 juin 2016 ; Thessalonique, session dans le cadre du projet boursier de Vicky Missaria, ALK, 4 juillet 2016 ; Birmanie, projet du boursier Sandar Khin ; « KAICIID-expertentreffen Betonte die Wichtigkeit der Stätten des religiösen Erbes in der Bildung und für das Verständnis », ALK, 3 avril 2014.

[37] « CDCC-supported interreligious education Manual launched in Indonesia », ALK, 14 juin 2016

[38] En novembre 2014, autour des tensions en Syrie-Irak-Moyen Orient ; en avril 2015 à Fès au Forum sur le rôle des chefs religieux dans la prévention des crimes ; en octobre 2015 au Parlement des religions du monde à Salt Lake City ; pour un atelier en république Centrafricaine, à Bangui, en décembre 2015 ; ou pour un autre en Éthiopie en mai 2016, avec des participants de bon nombre de pays d'Afrique (Burundi, république Centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Éthiopie, Guinée, Kenya, Libéria, Malawi, Nigeria, Rwanda, Somalie, Afrique du Sud, Sud-Soudan, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe).

[39] Lancement du programme « L'image de l'autre », 22 mai 2013.

[40] « IPI world Congress », ALK, 26 mars 2015.

mai 2015, sont convoqués ceux qui étaient déjà présents à celle de Vienne six mois auparavant[41].

De façon significative, cette inclusion de « chefs religieux » dans les circuits de formation s'est d'abord faite en référence explicite à la situation en Syrie-Irak. Tout le travail de fond lancé sur le dialogue interreligieux s'est trouvé réajusté par les tensions du moment et par la montée d'objectifs nouveaux dans la demande des États-fondateurs du KAICIID : l'Espagne a insisté, dès 2015, pour orienter l'action vers la lutte contre « la radicalisation et l'extrémisme violent »[42].

Inclure une médiation de proximité autour du siège

Un autre ajustement du projet initial s'est opéré parallèlement : alors qu'à l'origine les actions de médiation envisagées par le KAICIID semblaient d'abord pensées pour être dirigées vers l'international, avec le temps celles qui étaient dirigées vers un rayon de proximité – en Autriche même – ont pris de plus en plus de place, jusqu'à représenter 40 % des actions inscrites à l'agenda en 2016. Cette évolution ne peut être pensée indépendamment des controverses récurrentes autour du KAICIID, liées en particulier à l'implication de l'Arabie saoudite, qui en ont fait en soi un sujet de conflictualité autour du religieux. Or celle-ci a mobilisé un retour une gestion des tensions par l'appel à des formes de médiation interculturelle. Un état de tension maximal a été atteint quand, le blogueur Raïf Badaoui ayant été condamné par la justice saoudienne en novembre 2014 à mille coups de fouet après avoir défendu le droit à la liberté religieuse et à l'athéisme, le KAICIID s'en est tenu à afficher une position de neutralité sans condamnation. Le chancelier social-démocrate autrichien Werner Faymann s'est alors mis à menacer l'organisation d'un retrait de son pays, pourtant membre fondateur[43]. La façon dont le président fédéral Fischer (social-démocrate lui aussi) et le cardinal archevêque de Vienne ont temporisé, pendant que la pression diplomatique internationale obtenait la suspension des flagellations, peut en soi être considérée comme une action de médiation. Quand le chancelier se montrait inflexible face à la « violation des droits de l'homme », le président et le cardinal invitaient à ne « pas couper les ponts » trop précipitamment[44] : attitudes contrastées similaires à celles qui, dans un cadre de médiation sociale, peuvent de la même façon opposer travailleurs sociaux inflexibles sur la référence au droit, et médiateurs cherchant à faire apparaître les passerelles possibles[45]. Il n'y a pas lieu de juger ici, respectivement, ces attitudes-types, mais de relever qu'elles se sont trouvées projetées dans la sphère diplomatique, le local rejaillissant sur l'international cette fois.

Les opérations de médiation locale avaient en fait débuté dès 2014, avec des tables-rondes ou conférences publiques organisées au siège, avant d'être complétées l'année suivante par des manifestations artistiques, puis en 2016 par des séries de visites accueillant des demandeurs d'asile. Les conférences et tables-rondes contribuaient certes à la production de connaissances nécessaire pour alimenter le socle général d'action, mais relevaient en même temps de la

[41] « Follow-up Meeting of religious leaders from Middle East », ALK, 16 mai 2015 : chefs religieux musulmans et chrétiens d'Égypte, de Jordanie, d'Irak, du Liban, et représentants de la communauté Yazidi en Irak.
[42] « Spanischer Aussenminister auf offiziellem Besuch bei KAICIID », ALK, 11 mai 2015 ; et le 27 octobre 2015, Dialogue sur la politique mondiale de prévention et de lutte contre l'extrémisme, à Madrid.
[43] *Le Figaro*, 20 janvier 2015 ; *La Tribune de Genève*, 16 février 2015 ; *Le Monde*, 4 mars 2015.
[44] « Fischer gegen Faymann: Streit um Abdullah-Zentrum eskaliert », *Die Presse*, 14 janvier 2015.
[45] Ingrid Plivard, « La pratique de la médiation interculturelle… », art. cit.

média*tisa*tion des grands enjeux du dialogue interreligieux et du travail de fond du KAICIID, par des spécialistes, en direction du public venu écouter : un public présenté comme composé des « acteurs de la scène culturelle viennoise[46] », dont la fonction ne se borne pas à celle de consommateurs de connaissances et d'informations. En effet, il y a une part probable d'instrumentalisation de ce public, comme médiateur de fait dans le champ socio-politique autrichien, au service de l'image du KAICIID. Des médiateurs de fait dont l'efficacité peut être supputée à l'aune de leur sélectivité sociale : si l'invitation se fait sur simple inscription via le net, encore faut-il être conduit à visiter ce site ; et l'emplacement du KAICIID, sur le Ring, ne plaide pas non plus pour une fréquentation socialement très mixée. Les manifestations artistiques organisées à compter de 2015, mêlant les œuvres d'origines diverses, n'ont donc pas forcément élargi ce public. En revanche, les visites « d'orientation culturelle » pour demandeurs d'asile, à compter de 2016, ont constitué, elles, de vraies opérations de médiation interculturelle et interreligieuse (quoique leur impact puisse être sujet à caution, puisqu'elles ne semblent constituer qu'une étape dans un circuit, sans suivi à moyen terme). Et elles ont joué également un rôle de signal vis-à-vis de la société autrichienne, signifiant que le Centre prenait sa part de la charge d'accueil des réfugiés.

Il est important de relever qu'une institution intergouvernementale forgée pour œuvrer à l'international ne peut faire l'économie de la prise en compte de l'échelle très locale de son lieu d'implantation, dans sa stratégie de médiation, a fortiori lorsque cette implantation peut être source de rapports conflictuels. Rassurer, convaincre, expliquer, voilà l'une des voies pour créer un environnement permettant d'œuvrer ; au risque de voir certains acteurs, sans doute par zèle et inexpérience médiatrice, rajouter de la tension, comme quand fin 2014 la secrétaire générale adjointe du KAICIID, ancienne ministre de la justice autrichienne, déclara, pour atténuer l'image autoritaire de l'Arabie saoudite, qu'on n'y menait tout de même pas des exécutions tous les vendredis[47]… Les actions de médiation locale viennoise ne jouent donc guère comme supports d'expérimentation – si ce ne sont les tables-rondes jouant de fait le rôle d'ateliers d'échange d'expériences. Elles relèvent davantage de la communication de proximité et d'une logique de légitimation sur une scène diplomatico-politique locale qui a la particularité d'être caractérisée par une forte concentration d'institutions internationales[48] (ONU, OPEP, OSCE) et où il faut donner sens à l'implantation controversée du KAICIID.

***

Dans un espace déjà concurrentiel d'actions en faveur d'un dialogue interreligieux, le KAICIID a donc eu à justifier sa venue dans le champ mondial : pour l'instant, il semble l'avoir fait davantage de manière cumulative que qualitative, en contribuant à ajouter des actions nouvelles plutôt qu'à inventer des voies d'intervention vraiment inédites. Sur ce terrain de

[46] « "Light for God's Houses" - Public lecture », ALK, 21 janvier 2016.

[47] « Interview mit Claudia Bandion-Ortner zum Alltag in Saudi-Arabien: "Nicht jeden Freitag wird geköpft" », *Das Profil*, 21 octobre 2014 ; « Bandion-Ortner: Eine „Blödheit" mit Folgen », *Die Presse*, 22 octobre 2014.

[48] Recevant les ministres de l'OPEP en mai 2013, le secrétaire général du KAICIID insiste sur cet aspect, et y ajoute un statut de « point de rencontre entre les différentes cultures du monde », recyclant un stéréotype ancien associé à cette Europe centrale ; autant de signaux mobilisés pour légitimer l'implantation du KAICIID en ce lieu, pour y donner sens (« KAICIID empfängt OPEC-Minister auf Eröffnungsveranstaltung », ALK, 31 mai 2013) – Autre prolongement, lors de la visite du Conseil de la jeunesse de la communauté islamique d'Autriche (Jugendrat der islamischen Glaubensgemeinschaft in Österreich) le 4 avril 2014, où le président de ce Conseil déclare : « L'Autriche, comme premier pays européen à reconnaître l'islam il y a plus d'un siècle, dispose des conditions pour promouvoir un dialogue interculturel qui y a déjà porté ses fruits. »

l'impulsion mondiale d'une médiation, il s'est surtout calé sur le modèle d'ONG, ciblant des terrains d'intervention spécifiques limités où les valeurs d'action peuvent être illustrées. Mais il ne sort pas pour autant totalement du champ intergouvernemental qui l'a suscité : la perception controversée de l'un de ses fondateurs et principal financeur crée des zones de perturbation qui le contraignent à une intense action de médiation locale dans le pays d'implantation du siège, tout en l'exposant également à recevoir des directives nouvelles qui naissent dans le champ de la diplomatie et du politique, plus que dans le champ socio-religieux considéré de façon stricte.